

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 54 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2632 - Prix : 1€

ÉDITORIAL

Grand débat national : cause toujours...

Chômage : un décret contre tous les travailleurs

Page 4

Lycées : une réforme pour supprimer des postes

Page 6

Grève victorieuse des postiers de l'Ouest

Page 9

Bangladesh

Les ouvrières du textile en grève pour les salaires

Page 11

Tchad

Le retour d'un capitaliste-président

Page 12

Jaune, rouge ou noire

La colère est toujours là !



Grand débat national : cause toujours..

Pour tenter de reprendre la main, Macron a lancé « un grand débat national ». Celui-ci a pour objectif d'éclipser et d'étouffer la mobilisation des gilets jaunes et de ne pas répondre à leurs exigences.

Leur revendication la plus populaire est le rétablissement de l'ISF. Eh bien, par avance, Macron y met son veto ! Et en six pages et 34 questions, il n'y a pas un mot sur les salaires, l'emploi ou le niveau des pensions. Mais on peut toujours en causer, nous dit Macron. De qui se moque-t-il ?

Le problème n'est pas seulement de dire ce que l'on pense. Cela, des dizaines de milliers de femmes et d'hommes le font depuis trois mois. Le problème est d'imposer nos intérêts de travailleurs contre Macron, le président des très riches, et contre la classe capitaliste de plus en plus rapace. Pour cela, il faut instaurer un rapport de force.

Le fait que les gilets jaunes se soient rassemblés à 84 000 à la veille du lancement de ce « grand débat » montre qu'ils ne sont pas dupes. La dernière sortie de Macron sur les citoyens qui « oublient le sens de l'effort » a ainsi eu la réponse qu'elle méritait.

Le mouvement des gilets jaunes a montré que nombre de retraités, de femmes en précarité ou au foyer, de salariés et d'artisans ne veulent plus se taire. Peut-être pousseront-ils aussi leur coup de gueule dans le cadre de ce débat officiel, et cela se comprend. Mais croire que le débat national peut faire avancer les intérêts essentiels des travailleurs en termes d'emploi, de salaire ou de niveau de retraite, est une illusion.

Ceux qui décident des embauches et des licenciements, qui fixent les contrats, les salaires, les conditions de travail et déterminent les carrières, sont les dirigeants des entreprises. Ils ne décident pas en prenant l'avis des travailleurs et de la population. Ils prennent leurs ordres auprès des actionnaires et des propriétaires.

Ils se moquent non seulement de ce qui peut ressortir du grand débat, mais aussi de ce que peut dire ou recommander le gouvernement. Combien d'entreprises richissimes n'ont pas versé la « prime gilets jaunes » ? Quand les grands groupes décident de fermer une usine, comme Ford à Blanquefort ou PSA à Saint-Ouen, ils n'ont que faire des leçons de morale du ministre de l'Économie !

S'il arrive aux gouvernements de déplorer qu'il n'y ait pas de juste répartition des profits, ils ne font rien. La situation empire année après année et 2018 ne déroge pas à la règle puisqu'un record de 57 milliards de dividendes a été versé aux actionnaires, en hausse de 13 % par rapport à l'année précédente.

Qu'en déduire si ce n'est que les gouvernants et l'État n'ont pas de prise sur ces capitalistes ? Qu'en conclure si ce n'est que, derrière le pouvoir politique, se tient un pouvoir autrement plus puissant, le pouvoir de l'argent et de ceux qui le concentrent, les capitalistes ?

« *Il faut donner plus de force à la démocratie et à la citoyenneté* », dit Macron. Mais on peut multiplier les débats et les référendums, l'organisation sociale n'en sera pas plus démocratique ! Toute l'économie et nos vies de travailleurs sont soumises à la dictature du grand capital, aux rois des temps modernes que sont les grandes fortunes à la tête des multinationales de l'automobile, du pétrole, de la pharmacie, de la finance, de la banque ou des assurances.

Il y a six millions de chômeurs et il manque du personnel dans les maisons de retraite, dans les hôpitaux. Nombre d'autres besoins ne sont pas satisfaits. La société est plongée dans l'impasse parce que les capitaux sont concentrés dans les mains de cette infime minorité qui se moque de résoudre des problèmes aussi élémentaires que l'habitat insalubre ou le manque de médecins. Même entretenir des conduites de gaz qui datent du début du XXe siècle, comme celles qui ont été à l'origine d'une explosion samedi à Paris, ne fait pas partie de leurs préoccupations !

Cette minorité de capitalistes accapare les richesses produites collectivement au travers de l'exploitation et elle est libre de faire ce qu'elle veut de ses capitaux. Et comme son système est en crise permanente, elle choisit de les orienter de plus en plus vers la finance et la spéculation.

Il n'y aura pas d'issue tant que l'on n'enlèvera pas le pouvoir à la grande bourgeoisie en l'expropriant. « Faut-il enlever à la classe capitaliste son pouvoir de nuisance en l'expropriant ? ». Cela ne fait bien sûr pas partie des questions soumises au grand débat. Mais les travailleurs qui ont la volonté d'agir pour offrir un avenir vivable à la société doivent y répondre, et positivement.

Violences conjugales : la justice accuse les victimes

Une femme devenue paraplégique à la suite d'une défenestration par son conjoint a été jugée partiellement responsable par le Fonds de garantie des victimes (FGTI). Alors que l'indemnisation devant lui être attribuée était de 90 000 euros, somme largement insuffisante pour lui permettre de faire face à son handicap, elle ne doit donc recevoir que 67 500 euros.

Quand en 2013, la police est intervenue à son domicile pour la séparer de son mari violent, c'est à elle que fut, comme souvent, demandé de quitter le domicile. Les policiers accompagnèrent donc la femme à la gare mais ne trouvant ni train ni bus ni place au 115, elle fut contrainte de

rentrer chez elle pour ne pas passer la nuit dehors. C'est à ce moment que son conjoint la défenestra du deuxième étage, avec pour conséquence la paralysie à vie.

Les assurances comme la justice ont maintenant l'audace de prétendre que cette femme est partiellement responsable de ce qui lui est arrivé... puisqu'elle est rentrée chez elle.

Elles lui reprochent de ne pas avoir trouvé de solution alors que personne ne lui venait en aide. En clair, elles laissent entendre qu'une femme victime de violences conjugales et qui n'a pas réussi à se défendre doit être considérée comme un peu responsable de ce qui lui est arri-

vé.

Le gouvernement par la voix de Marlène Schiappa a dénoncé ce jugement mais comme d'habitude, Marlène Schiappa a l'indignation facile et voudrait faire oublier que dans les faits, son ministère diminue de 25% les subventions aux associations féministes. Loin de développer les foyers d'accueil pour femmes victimes de violences, cette politique menace ces centres.

L'indignation ne coûte pas cher. En tout cas, à ce jour, le Fonds d'indemnisation n'a toujours pas payé le moindre centime à la victime !

Des chiffres toujours en hausse

En dix ans, le nombre de travailleurs officiellement inscrits et comptabilisés par Pôle emploi, un chiffre sous-estimé du fait des radiations, est passé de 3,7 millions à 6,2 millions sur l'ensemble des catégories.

Beaucoup de politiciens bourgeois, de Marine Le Pen jusqu'à Mélenchon, attribuent le chômage à la concurrence des autres pays, au marché européen et aux délocalisations dans les pays où les salaires sont plus bas. Mais les capitalistes ont toujours mis en concurrence les travailleurs pour faire baisser les salaires, ils ont toujours placé leur capital là où il était censé rapporter le plus, même si c'était à l'autre bout du monde.

La raison première de cette explosion du chômage est ailleurs. L'économie capitaliste, en France et dans le monde, est plongée dans un marasme grandissant. Les chiffres officiels parlent de croissance, mais il s'agit surtout de celle de la finance et de la spéculation. C'est là que se dirigent les capitaux. Une économie de casino do-

mine les échanges financiers et commerciaux mondiaux.

Le chômage est un fléau pour les travailleurs. Mais il est aussi l'expression du pourrissement d'une société capitaliste, qui, aujourd'hui, n'est plus capable de développer vraiment l'économie. Pour que l'argent issu du travail de millions d'exploités serve à produire des biens utiles et à améliorer leur vie, il faut l'arracher des mains des capitalistes, c'est-à-dire les exproprier.



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 20 JANVIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT- ANDRÉ
VENDREDI 1^{er} FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 2 FÉVRIER de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 16 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

Chômage : un décret contre tous les travailleurs

Le décret sur les sanctions devant s'appliquer aux chômeurs indemnisés par Pôle emploi, publié le 30 décembre, montre que le gouvernement ne compte pas ralentir ses attaques contre le monde du travail. Le décret contient une série de mesures applicables dès le 1er janvier qui remettent en question l'indemnisation des chômeurs. Mais par voie de conséquence, elles vont aussi peser sur toute la classe ouvrière en exerçant une pression accrue à la baisse des salaires.

Les principales mesures se rapportent à la possibilité de supprimer tout ou partie de l'indemnisation des chômeurs, notamment sous prétexte de ce que les textes appellent « les manquements à l'obligation de recherche active d'emploi ». Tout d'abord, la référence à l'ancien salaire touché par le salarié pour savoir ce qui peut être « une offre raisonnable d'emploi » est supprimée. Autrement dit, au deuxième refus d'un poste proposé par Pôle emploi,

même avec un salaire notoirement inférieur à ce que le salarié touchait avant son licenciement, il pourra être sanctionné par la suppression de l'indemnité de chômage pendant un mois, puis deux, puis quatre, jusqu'à la radiation définitive. Pour avoir droit à une indemnisation, le salarié devra aussi tenir un relevé informatique sur la réalité de ses recherches d'emploi consultable à tout moment. À défaut, il verra ses indemnités de chômage supprimées, et non plus suspendues comme auparavant, ce qui ne réduisait pas alors sa durée totale d'indemnisation.

D'une façon générale, les chômeurs indemnisés, qui sont plus de trois millions à l'heure actuelle, ne seront plus protégés par des règles établies à l'avance, mais par le contrat de recherche d'emploi qu'ils auront souscrit avec le représentant de Pôle emploi. Les sanctions pour manquement « aux obligations de recherche d'emploi » sont dorénavant de la seule responsabilité du directeur

régional de Pôle emploi, sans contrôle et sans débat. Nanti d'un pouvoir discrétionnaire, il pourra donc édicter lui-même les règles à appliquer sans avoir à en rendre compte. Et il y aura pour radier les chômeurs une police spéciale de contrôleurs.

Cette réorganisation risque donc d'aboutir à des suppressions massives d'allocations pour les chômeurs indemnisés. Au mieux, ceux-ci basculeraient dans l'allocation spécifique de solidarité, à 500 euros par mois, voire n'auraient droit à rien. Cela serait une arme supplémentaire pour le patronat et les grandes entreprises. Cette pression obligeant à accepter n'importe quel emploi, quel que soit le niveau du salaire, permettra de le faire baisser.

Devant les travailleurs et au sein des syndicats, il faut défendre l'idée qu'il n'y a pas d'un côté les chômeurs, et de l'autre ceux qui, pour le moment, ont un emploi. Le sort de chacun est lié au sort de tous.

Taxe d'habitation : une entourloupe de plus

Face à la révolte des gilets jaunes, et soi-disant pour répondre à leur exigence de justice sociale, Macron envisagerait de maintenir la taxe d'habitation pour les 20% des ménages dits « les plus riches ». Cela concernait les salariés gagnant 2 500 euros brut par mois et plus. Ceux-ci feraient-ils partie des riches ? Que des ministres le prétendent, eux qui touchent quatre fois plus et servent la soupe à des bourgeois aux revenus bien plus élevés serait risible s'ils ne voulaient ainsi diviser une fois de plus les travailleurs. En opposant les jeunes aux retraités, les actifs aux chômeurs, les salariés du privé à ceux du public, les hommes aux femmes, les travailleurs nés ici à ceux qui viennent d'ailleurs, ils n'ont qu'un but : masquer qu'ils gouvernent au profit d'une infime minorité de détenteurs de capitaux et d'exploiteurs du travail d'autrui.

Ainsi, ce ne sont pas les prétendus 20 % les plus riches, mais 1 % de la

population, 400 000 ménages, qui ont récupéré 4,5 milliards (plus de 10 000 euros par an par foyer) du fait de la réforme de la fiscalité du capital

Macron et les siens. Il n'y aura de véritable justice sociale qu'en expropriant les détenteurs du capital, pour les empêcher de nuire à la



décidée sous Macron. Une poignée d'entre eux, 0,01 % de supernantis, a raflé la plus grosse part de ce gros lot, 5 034 de ces parasites de très haut vol y gagnant chacun 253 800 euros !

C'est ce parasitisme de la bourgeoisie que veulent cacher

collectivité. Un premier pas en ce sens serait d'imposer que seuls les capitalistes, les riches aient à payer l'impôt. Ils en ont plus que les moyens, et ce serait à eux d'assumer le coût d'un État qui agit à leur profit exclusif.

Livret A : la galette pour les banquiers

Depuis fin 2017, le taux de rémunération du livret A, détenu par 55 millions de personnes, est bloqué à 0,75 % alors que l'inflation, telle qu'officiellement calculée, est de 1,8%. La différence représente 3,6 milliards, volés aux petits épargnants qui voient leurs économies perdre de la valeur.

Mais ces milliards ne sont pas perdus pour tout le monde. La Caisse des dépôts, qui gère les deux tiers des sommes positionnées sur les livrets

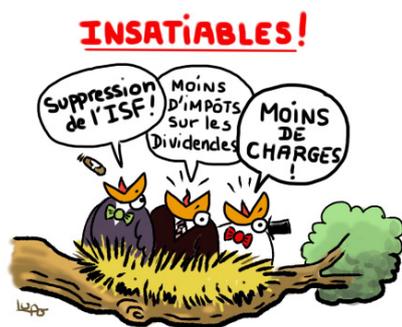
A, distribue des crédits à toute l'économie. Les entreprises, directement ou indirectement comme dans le BTP pour la construction de logements sociaux, auront ainsi accès à de juteuses commandes passées grâce à des crédits pas chers. Le gouvernement, qui a décidé du gel du livret A pour deux ans, fait une fois encore les poches des plus pauvres.

Il persiste et signe, car en 2020, le gel devrait être suivi d'un nouveau mode de calcul du taux, combinant

savamment taux d'inflation et taux interbancaires à court terme. Un taux plancher sera fixé à 0,5 %, soit largement en deçà du taux d'inflation actuel.

Aux travailleurs, chômeurs et retraités qui auraient pu, malgré les attaques à feu nourri sur leur pouvoir d'achat, mettre un peu de côté, il restera au moins de quoi nourrir leur colère.

Dette publique record : le capitalisme parasite



La dette de l'État français dépasse maintenant 2 400 milliards d'euros, soit le niveau du produit intérieur brut (PIB). Dans d'autres pays la dette dépasse 100% du PIB, comme aux Etats-Unis, en Italie (130%), en Grèce (180%) ou encore au Japon (230%).

L'endettement de l'État n'est pas

une nouveauté. Déjà les monarchies d'Ancien Régime étaient endettées auprès des bourgeois prêteurs. Plus récemment, c'est avec la crise commencée en 1974 que la dette a recommencé à gonfler. Avec la crise de 2008, elle a explosé passant de 1200 à plus de 1800 milliards d'euros en 2012. Le régime avait financé la crise bancaire de 2008 et le sauvetage des banques par l'intervention de l'État. Depuis, la dette n'a cessé de s'accroître du fait de la multiplication des subventions aux capitalistes. Le CICE (20 milliards, devenu pérenne sous forme de réduction de charges et doublé cette année) est connu, mais il existerait 1 671 aides différentes proposées aux entreprises. Le rapport officiel Queyranne, datant de 2013, l'estimait à 110 milliards par an tandis que la CGT l'évalue à

200 milliards.

Mais il n'y a pas que les aides de l'État. Il y a celles de l'Europe, des régions, des départements, des municipalités. Il y a les PPP (partenariat public-privé) pour les lignes de chemins de fer ou les hôpitaux.

Les capitalistes s'enrichissent donc beaucoup grâce à l'argent public, mais ils s'enrichissent aussi en prêtant de l'argent à ce même État endetté pour les aider. La charge de la dette, c'est-à-dire les intérêts payés par l'État, dépasse les 41 milliards d'euros par an. C'est le deuxième poste du budget, en passe de devenir le premier.

Les capitalistes profitent des deux côtés, en étant aidés par l'État, et en lui prêtant. C'est un double parasitisme qui étouffe la société.

Logement : expulsés par les financiers

Dimanche 6 janvier, la police a violemment délogé à Paris 200 personnes qui occupaient un bâtiment vide avec les militants du Droit au logement (DAL).

Cet immeuble de dix étages était inoccupé depuis plus d'un an. Il avait été loué par le groupe Amundi, une des principales sociétés financières françaises de gestion d'actifs, au ministère de l'Intérieur qui y abritait sa brigade financière. Il n'était pas question pour la police de laisser s'y

installer des SDF et des mal-logés.

Ce qui compte pour les autorités, c'est qu'Amundi ne soit pas entravé dans ses prochaines opérations immobilières par la présence d'occupants dans son immeuble.

Comme le dénonçaient les militants du DAL il y avait au 1er janvier 2018 trois millions de logements vides dans le pays selon l'Insee. Toutes les mesures parfois évoquées pour réquisitionner les logements et les bureaux vides sont restées lettre

morte, la seule réalité concrète étant l'action de la police qui vient déloger ceux qui tentent de s'y abriter. Pendant ce temps, des hommes, des femmes et des enfants dorment dans la rue ou s'entassent dans des cagibis insalubres.

Cette situation constitue une violence permanente, connue et tolérée par tous les gouvernants qui aujourd'hui se scandalisent d'une porte de ministère enfoncée par quelques gilets jaunes.

Lycées : une réforme pour supprimer des postes

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, prétendait offrir avec sa réforme plus de choix aux lycéens de Seconde, en leur proposant douze spécialités, allant de « Humanités, littérature et philosophie » à « Numérique et sciences informatiques ».

Chaque lycéen, d'après lui, pouvait construire son cursus, en choisissant trois spécialités en Première et deux en Terminale. Mais finalement, la majorité des lycées ne proposeront que huit spécialités qui recouvreront bien souvent les options que proposaient déjà ces lycées. Et même dans certains secteurs, des spécialités rares disparaîtront, comme les « Arts ».

Comme toujours, quand le gouvernement utilise le mot réforme, le but est bien de supprimer des moyens dans l'éducation pour faire des économies. Ainsi, mettre fin aux filières va permettre d'optimiser l'utilisation des enseignants. Finies les filières « Littérature » qui ne comptaient dans certains lycées qu'une vingtaine d'élèves. Avec les spécialités, les rectorats vont pouvoir remplir les classes à trente, voire trente-cinq élèves ou plus.

Si trop peu d'élèves demandent une spécialité, elle sera fermée, et les jeunes pourront, s'ils le veulent, aller la suivre dans le lycée le moins éloigné. C'est pourquoi la première année, le gouvernement table sur la

suppression de 2 600 postes d'enseignants et compte en supprimer bien plus l'an prochain, puisqu'au lieu de trois spécialités, l'élève n'en aura plus que deux. C'est bien à terme un plan massif de suppressions de postes que le gouvernement prépare.

L'intérêt des élèves est bien le cadet de ses soucis. Les élèves du centre des grandes villes trouveront près de chez eux toute l'offre de spécialités qu'ils désirent. Quant à ceux des banlieues ou des territoires ruraux isolés, ils devront se débrouiller avec ce que leur proposera leur lycée. À bien y regarder, c'est déjà de plus en plus le cas !

Procès Barbarin : silences coupables

Le cardinal Barbarin, archevêque de Lyon et l'un des plus hauts responsables de l'Église, est poursuivi pour non-dénonciation d'agressions sexuelles sur mineurs. Il s'agit d'agressions avérées commises par un prêtre placé sous sa responsabilité. Le cardinal, mis au courant, s'était contenté de déplacer le prêtre.

Barbarin, pendant qu'il fermait les yeux sur les actes de son curé, était à l'avant garde de la lutte pour

la morale telle que l'entendent les catholiques les plus réactionnaires. Haïssant les homosexuels, condamnant les femmes ayant recours à l'IVG voire à la contraception, bataillant contre le mariage pour tous, en tête de tous les défilés de grenouilles de bénitiers, Barbarin n'a jamais été en retard d'un préjugé, jamais avare d'une bénédiction.

Bien sûr ce cardinal a longtemps été reçu par tous les médias, salué par

tous les représentants de la république comme un témoin de moralité, comme un sage dont il faut écouter l'opinion sur tous les sujets dits sociétaux. Le curé pédophile n'est certes pas reluisant, celui qui l'a protégé au nom des intérêts de l'Église l'est encore moins. Mais que dire de tous ceux qui, par conformisme béat, l'ont aidé pendant tant d'années à tenir le goupillon et y aideront encore demain ses semblables ?

Spéculation : les profits contre les emplois

2018 a été une année record en termes de fusions-acquisitions, c'est-à-dire d'opérations de vente et d'achat d'entreprises par d'autres. L'ensemble des opérations a mobilisé 3 440 milliards d'euros, en augmentation de 20 % par rapport à 2017.

C'est aux États-Unis que ces opérations de concentration de groupes industriels ou financiers ont été les plus importantes. Mais la France n'a pas été en reste, avec le rachat par AXA pour 12 milliards de l'assureur bermudéen XL Group et celui de Bioversativ par Sanofi pour 10 milliards d'euros. L'année 2019 commence bien pour le monde de la

finance, avec l'annonce du rachat de l'entreprise Celgene, spécialiste des cancers du sang, par le groupe pharmaceutique Bristol-Myers Squibb qui s'est dit prêt à mettre 74 milliards d'euros sur la table.

Dans un contexte de crise, où les marchés sont saturés, les grands groupes capitalistes utilisent leurs énormes ressources financières pour se racheter les uns les autres, sans chercher à développer la production ni à embaucher. Ces fusions-acquisitions sont aussi une facette des activités spéculatives, des mouvements financiers qui sont un des traits majeurs du capitalisme depuis des

décennies.

Ces opérations ne rapportent rien à la société. Au contraire, elles sont suivies souvent par des licenciements, des suppressions d'emplois, des fermetures d'entreprises. Ainsi Bayer, qui a définitivement avalé Monsanto au cours de l'année 2018, a annoncé 12 000 suppressions d'emplois pour les deux années qui viennent.

Contrairement à ce que prétendent les défenseurs du capitalisme, les profits ne créent pas d'emplois, ils les détruisent !

Les femmes manifestent

Dimanche 5 janvier des manifestations de femmes gilets jaunes ont eu lieu un peu partout en France

Elles se sont rassemblées en lançant des « *Macron t'es foutu, les bonnes femmes sont dans la rue* » à Paris, portant des pancartes à Montceau-les-Mines où on pouvait lire : « *Je suis une fille et je ne veux pas d'enfant dans ce monde-là.* » À Toulouse, elles étaient derrière une banderole : « *Précarisées, discriminées, révoltées, femmes en première ligne.*»

Depuis le début du mouvement, de nombreuses travailleuses jusque-là invisibles se sont montrées parmi les plus militantes, prenant en main l'occupation des ronds-points et

l'organisation des manifestations. Des ménagères, des retraitées aux pensions dérisoires, des salariées occupant les postes les moins gratifiants, subissant les bas salaires et les temps partiels imposés et tous les harcèlements quotidiens de la hiérarchie, animent le mouvement.

Ces femmes sont souvent les mieux placées pour prendre la mesure au quotidien des hausses de prix, pour dénoncer les horaires de travail impossibles, pour faire face aux fins de mois difficiles. Comme le disait l'une d'elles : « *On est sorti et ça sera difficile de nous faire rentrer.*»

D'autres affirmaient leur conviction que la victoire viendrait des

femmes : « *On est déterminées et on lâchera pas.*» Une autre plus ambivalente, expliquait à un journaliste : « *Les hommes font les révoltes, les femmes les révolutions.*»

Les femmes ont ainsi donné une bonne réponse aux campagnes des médias et du gouvernement dénigrant les gilets jaunes comme un ramassis de hooligans, car elles ont aussi dénoncé ouvertement les violences policières. Ne se contentant pas de réclamer des bisous aux CRS mal à l'aise sous leur harnachement, elles leur ont aussi crié à deux doigts des moustaches : « *CRS avant de gazer, accouchez.*»

Berger propose son bâton

Dans un débat sur France Inter le 6 janvier, Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, a reproché au gouvernement sa gestion de la crise politique créée par le mouvement des gilets jaunes.

« *S'il considère qu'il aura la réponse tout seul, il se met le doigt dans l'œil* », a-t-il déclaré, déplorant que les syndicats aient été laissés à l'écart de toute décision depuis la mi-novembre.

À supposer que le gouvernement ait invité la CFDT, et même les autres syndicats, qu'est-ce que cela

aurait changé ? Ces derniers se montrent certes bien utiles au gouvernement et au patronat quand il s'agit de mettre fin par des négociations à un mouvement social qu'ils sont seuls à encadrer, surtout quand il est limité. Mais face à une vague de colère qui a éclaté tous azimuts et sans demander l'autorisation de personne, des directions syndicales réformistes et peureuses ne peuvent que jouer le rôle d'observateurs inutiles.

Le Port : les capitalistes étendent...leurs profits !

Mercredi 19 décembre, la veille de l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage, a eu lieu l'inauguration du Grand marché de la ville du Port à la place de l'ancienne halle fermée depuis 2001.

Ce nouveau complexe de 1300 mètres carré, dont les travaux ont coûté 4 millions d'euros abritera 13 boutiques et quatre restaurants.

Le maire du Port, Olivier Hoarau invité à couper le ruban, a salué l'investissement du groupe Casino qui a

également ouvert à proximité le centre commercial Sacré Coeur avec 85 enseignes, le plus vaste de l'île.

Pour Olivier Hoarau, ces commerces constitueront « *une force d'attraction* »... Pour les profits des capitalistes de la grande distribution surtout !

Même en pleine crise, les capitalistes continuent à prospérer. Les travailleurs doivent en profiter pour réclamer ce dont ils ont besoin pour vivre !

Les patrons aux portes de l'université

Fin décembre l'université de La Réunion a signé une convention avec la banque Crédit Agricole et une de ses créations appelée Village by CA.

Pour le président de l'université Frédéric Miranville, l'objectif de ce partenariat est de « *rapprocher le monde de l'entreprise et celui de l'enseignement et de la formation* » en « *renforçant les perspectives d'embauches pour des jeunes mieux préparés à la réalité des besoins des entreprises* »

Le Village by CA est donc une sorte d'antichambre pour sélectionner de futurs entrepreneurs ou de futurs cadres d'entreprises.

Si la mutation de l'université en succursale des entreprises n'est pas complète, selon Frédéric Miranville, « *on se rapproche vraiment d'une idée d'incubateur de start-up* ».

C'est clair !

Migrants : dirigeants européens assassins



Selon le bilan du haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) publié le 3 janvier, 2 260 personnes sont mortes en mer en 2018 entre l'Afrique et l'Europe, soit six migrants par jour.

Les flux de migrants à travers la Méditerranée ont beaucoup diminué depuis deux ans, passant de un million en 2015 à 113 000 en 2018. Mais les gouvernements européens rendent cette traversée de plus en plus

périlleuse pour les migrants et sont responsables de ce massacre. Car ils ne savent qu'ériger des murs, fermer des routes, fermer les frontières, fermer les ports, laissant les migrants mourir loin de leurs rivages. Et dans la continuité de leur politique criminelle ils refusent d'accorder des pavillons à des bateaux de sauvetage en mer comme l'*Aquarius*, qui a cessé de naviguer depuis le 6 décembre.

Cela force les migrants à chercher

de nouvelles routes pour contourner les obstacles que les États mettent sur leur chemin. A Calais, les contrôles renforcés des ports de ferries et de l'Eurotunnel aboutissent à ce qu'un nombre croissant de migrants, essentiellement iraniens, risquent la noyade ou l'hypothermie dans la Manche pour rejoindre l'Angleterre, à la nage ou sur des bateaux de fortune... au point que les ministres de l'Intérieur français et britannique annoncent ensemble qu'ils vont renforcer leurs dispositifs policiers maritimes pour contrôler les côtes et repousser encore et toujours les migrants.

Tant que l'impérialisme pillera les richesses de l'Afrique et du Moyen-Orient et y soutiendra les pires dictatures, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants continueront de quitter leur pays pour fuir la misère et la guerre, coûte que coûte. Le verrouillage des frontières ne fait que les condamner à une mort plus certaine.

Conteneurs à la mer : capitalisme à la dérive

Dans la nuit du 1er au 2 janvier, le porte-conteneurs géant MSC Zoé perdait près de 300 conteneurs en mer du Nord. Des boîtes ont coulé à pic, d'autres encore flottent toujours et constituent un grave danger dans ces parages, les plus fréquentés du monde. Enfin, si de nombreux conteneurs étaient remplis de jouets, d'écrans et de pièces détachées diverses, toutes marchandises polluantes mais peu dangereuses, quelques-uns recelaient un composé chimique explosif et susceptible de dégager des gaz extrêmement nocifs. Ils n'ont pas encore été retrouvés.

Le MSC Zoé est pourtant un bateau des plus modernes et la tempête du 1er janvier était de celles qu'on peut s'attendre à subir en mer du Nord à cette période de l'année. La perte de 270 conteneurs constitue pour ainsi dire un aléa normal et même prévu de ce type de transport.

Ce n'est pourtant pas le pire

risque créé par la course au gigantisme en matière de transport maritime. Il suffit de regarder un porte-conteneurs pour se rendre compte qu'il est évidemment impossible pour l'équipage, réduit à moins de trente hommes, d'intervenir sur la cargaison en cas de problème. Il lui est tout aussi impossible de savoir ce que contiennent les boîtes, à cause de leur nombre et du secret commercial, même si la cargaison représente un danger. En 2018, deux navires ont été perdus et cinq marins sont morts à cause de l'incendie spontané de conteneurs. La taille même de ces navires et la hauteur de l'empilement des conteneurs font qu'ils sont aveugles, sourds, sensibles aux vents, incapables de manœuvrer, obligés d'emprunter des couloirs de navigation où ils se croisent et se suivent comme les camions sur des autoroutes. Mais il n'y a pas, ou pas assez, de remorqueurs suffisamment

puissants pour venir les secourir en cas d'avarie, même dans un passage aussi fréquenté que la Manche. Même les plus gros assureurs rechigneraient à garantir ces monstres dont chacun représente, cargaison comprise, une valeur de deux milliards de dollars.

Pourtant en 2018, la capacité de transport conteneurisé sur mer a encore augmenté de 6 %. Il y a désormais plus de 5 000 porte-conteneurs en circulation dont 136 géants de plus de 18 000 boîtes. 80 % de cette flotte appartient à trois groupes d'armateurs et 60 % de la capacité à quatre armateurs seulement, dont MSC, qui arment les plus gros navires.

Mobilisé pour exploiter le travail des prolétaires les plus mal lotis, le porte-conteneur est à l'image du capitalisme de ce XXI^e siècle, une chose complètement folle.

Débrayage à la prison du Port

Lundi 7, les personnels de la prison du Port ont bloqué le centre pénitentiaire pour protester contre le refus de leur direction de payer en totalité les heures supplémentaires (entre 50 et 100 heures) qu'ils ont effectuées pendant les 15 jours de

manifestations des Gilets jaunes.

Alors que la direction de la prison s'était engagée au départ à tout leur payer, elle a annoncé finalement le paiement d'un forfait de 110 euros ...au lieu de 1000 euros par agents !

Le compte n'y étant pas, les sala-

riés de la prison soutenus par plusieurs syndicats, ont débrayé pour réclamer le paiement des heures « *de la première à la dernière* ».

La direction ne tient pas ses promessescomme le gouvernement !

Grève victorieuse des postiers de l'Ouest

Jeudi 3 janvier, les 40 postiers de la Plateforme de Préparation et de Distribution du Courrier (PPDC) du Port Ivry Pausé sont entrés en grève à l'appel de l'intersyndicale CGTR, UNSA et SUD.

Les postiers demandaient que leurs véhicules de service soient réparés ou remplacés. Les batteries de leurs vélos électriques étaient en effet hors d'usage, plusieurs voitures et

motos hors d'âge avaient besoin tout simplement d'être remplacées par des neuves. Les grévistes réclamaient aussi l'embauche des intérimaires.

Suivie à 95 %, la grève n'a pas eu besoin d'être reconduite au-delà du vendredi 4 janvier, la direction a finalement accepté de signer un protocole de fin de conflit et s'est engagée à mettre les véhicules de service aux

normes ou à les remplacer par des neuves. Elle a aussi accepté d'intégrer dans les effectifs 4 intérimaires, mettant ainsi fin à la précarité dont ils étaient injustement victimes.

C'est donc sur une victoire que se termine cette action des agents du PPDC, et l'on peut donc conclure qu'avec le rapport de force, ça passe... comme une lettre à la Poste !

Trésor public : face à l'agression qui se prépare, les agents se préparent à réagir

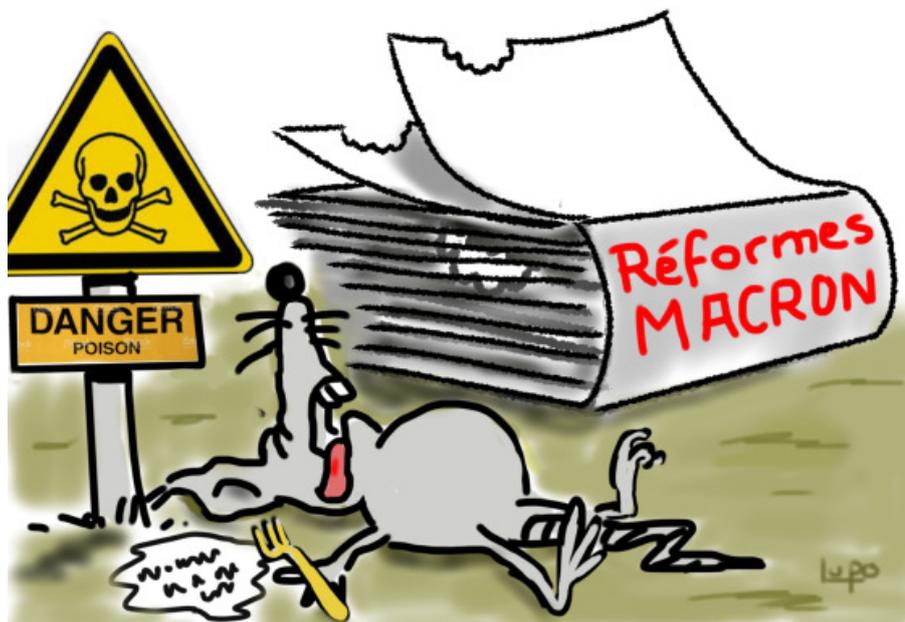
Au Trésor Public, les conditions d'accueil des contribuables se sont dégradées ces dernières années. La décision du gouvernement de sup-

primer 2000 emplois au niveau national, une quinzaine à La Réunion, va réduire encore les capacités d'accueil des différentes antennes de cette ad-

ministration à l'heure où les réclamations vont se multiplier avec l'instauration du prélèvement à la source.

Les agents des trésoreries ne l'entendent pas ainsi. Ils n'ont pas envie de payer les conséquences de la politique d'économies menée par Macron et son gouvernement. Ils veulent pouvoir disposer des moyens humains suffisants pour répondre sereinement aux questions de la population. Avec leurs syndicats, ils s'appêtent à nouveau à se mobiliser et envisagent sous peu de se mettre en grève pour empêcher ce nouveau coup de canif dans leurs effectifs.

Ils ont raison. La grève est l'arme la plus efficace pour se faire entendre du patronat et du gouvernement. Ils doivent compter sur le soutien du public, car c'est aussi ses intérêts qu'ils défendent !



ISRAËL

Menaces contre les Africains demandeurs d'asile

Il s'est heureusement trouvé un juge israélien pour s'opposer à l'expulsion par la force, décidée pour le 5 janvier, de ceux des quelques centaines de Congolais demandeurs d'asile en Israël qui n'auraient pas fait leurs valises d'eux-mêmes avant cette date. Le jugement rendu contre leur expulsion invoque, aux termes de la loi, la situation instable de la RDC après l'élection présidentielle, potentiellement dangereuse pour ceux qui avaient fui le pays pour des raisons politiques.

Rien n'est en aucune façon réglé pour les demandeurs d'asile d'origine congolaise. Rien n'est réglé non plus pour les dizaines de milliers d'Africains venus du Soudan, du Sud-Soudan et d'Érythrée, ayant fui la guerre en passant par le Sinaï, avant qu'une clôture de « sécurité » y soit érigée.

Seuls les ressortissants de ces pays, outre ceux de RDC, ont pu bénéficier du statut de protection temporaire qu'Israël accordait du bout des lèvres.

Faire une demande d'asile auprès du ministère de l'Intérieur est mission impossible, malgré le droit officiellement affiché concernant les pays en guerre. En neuf ans, sur 11 000 demandes, seules 52 ont reçu une réponse positive et le statut de réfugié. La politique antimigratoire du Premier ministre Netanyahu et de la coalition nationaliste au pouvoir désigne comme boucs émissaires de la crise ceux qui sont désignés comme « infiltrés », les immigrés d'origine africaine parqués dans les quartiers pauvres de Tel Aviv.

À la politique discriminatoire infligée aux Arabes israéliens et aux

Palestiniens des Territoires occupés et de Gaza, le pouvoir israélien ajoute une politique qui spéculer sur les réflexes nationalistes, voire racistes, présents dans la population. Netanyahu compte d'ailleurs sur cela pour décrocher une victoire pour lui-même et son parti le Likoud aux élections anticipées programmées en avril prochain.

La politique odieuse de Netanyahu vise aussi à détourner l'attention des enquêtes pour corruption qui le suivent de très près. Mais, encore une fois, un gouvernement israélien montre qu'entre la politique de guerre permanente aux Palestiniens et le racisme pur et simple, il n'y a qu'un pas.

HONGRIE

Démagogie nationaliste, lois esclavagistes

En Hongrie, plusieurs milliers de personnes ont défilé à l'appel des mouvements d'opposition et des syndicats, samedi 5 janvier, dans le centre de Budapest, pour protester contre la loi qualifiée d'« esclavagiste » réformant le Code du travail.

Cette loi fait passer de 250 à 400 le nombre des heures supplémentaires annuelles que les employeurs pourront demander à leurs salariés, soit l'équivalent de deux mois de travail. Elle prévoit en outre la possibilité de les payer trois ans plus tard. Son vote au Parlement, le 12 décembre, a déclenché une vague de manifestations dans la capitale et dans de nombreuses villes de

province. « *On ne veut pas travailler plus, on veut pouvoir vivre correctement en travaillant huit heures par jour !* », dénonçaient de nombreux manifestants.

Le gouvernement justifie cette réforme par le manque de main-d'œuvre du fait de l'émigration de milliers de Hongrois partis tenter leur chance en Europe de l'Ouest. Mais, en réalité, cette loi est destinée à satisfaire les grandes entreprises internationales, attirées par le bas niveau des salaires. En Hongrie, le salaire minimum se monte à 149 000 forints brut (463 euros). C'est le cas en particulier dans le secteur automobile qui, avec des entreprises comme Mercedes, Suzuki et Opel, emploie 155 500 personnes et représente 20 % des

exportations du pays.

Le Premier ministre Orban se pose en champion d'une politique nationaliste et antimigrants, prétendant ainsi « *protéger le peuple hongrois contre la menace étrangère* ».

Mais sa démagogie lui sert à asseoir son pouvoir et à faire accepter des sacrifices à la population. L'actuelle réforme du Code du travail montre la réalité de sa politique qui consiste à s'attaquer aux droits des travailleurs, à aggraver l'exploitation et la pauvreté pour répondre aux exigences des capitalistes, quelle que soit leur nationalité.

De la démagogie antimigrants aux attaques antiouvrières, il n'y a qu'un pas : c'est une seule et même politique.

Une dictature sous contrôle Total

Un petit groupe de militaires a tenté de s'emparer du pouvoir au Gabon dans la matinée du 7 janvier. Ce coup d'État avorté n'a duré que quelques heures avant que l'armée ne rétablisse le pouvoir du président Ali Bongo, dont le clan règne sur le pays depuis 51 ans, pour le plus grand profit des trusts français et de Total en particulier.

Le 7 janvier, le gouvernement français s'est empressé de condamner le coup d'État et d'appeler au « *strict respect de la constitution* », en fait un chiffon de papier dont tout le monde se moque, à commencer par le président. Les élections, toujours truquées en faveur du clan au pouvoir, ne sont qu'une mascarade.

Le Gabon est depuis toujours une des chasses les plus féroce­ment gardées de l'impérialisme français. Le rôle dévolu par de Gaulle à ce petit

pays était de remplacer l'Algérie perdue comme source de pétrole pour les trusts français, et il fut d'emblée dirigé d'une main de fer depuis Paris. L'armée française y conserve aujourd'hui encore au Gabon une de ses plus importantes bases militaires d'Afrique.

Derrière Total se pressent les filiales des grands groupes de l'Hexagone : Bouygues dans les travaux publics, Bolloré pour les ports, Eramet pour le manganèse. La seule condition imposée par les gouvernements gabonais pour perpétuer ce pillage a toujours été d'en laisser quelques miettes au clan au pouvoir, une toute petite partie des profits que leur permet l'exploitation des ressources du pays. Cet argent détourné a permis au clan Bongo de se constituer une fortune colossale.

C'est cet état de fait que veulent

perpétuer les dirigeants de l'impérialisme français. Ce n'est pas l'épisode manqué du 7 janvier qui empêchera que l'évolution du régime au Gabon continue à se faire sous leur contrôle.



BANGLADESH

Les ouvrières du textile en grève pour les salaires

Au Bangladesh, pays de 165 millions d'habitants, les ouvriers et ouvrières du textile qui se comptent par millions et font la fortune des patrons bangladeshis de ce secteur économique et des distributeurs occidentaux (les H&M, Primark, Walmart, Tesco, Carrefour et autres Aldi) se sont mis en grève pour exiger l'augmentation de leurs salaires.

Ils ne touchent en effet que 83 euros par mois... après avoir obtenu récemment lors d'une grève récente que leurs salaires soient augmentés de 50 %.

Leurs conditions de travail sont effrayantes. Ils travaillent la plupart du temps entassés dans des manufactures sans sécurité, sans système de ventilation. C'est dans une telle usine, Rana Plaza, située dans un faubourg de la capitale de cet État que 1130 ouvrières trouvèrent la mort en avril 2013.



Alors oui, la lutte de ces travailleuses est pour elles vitales, à tous points de vue.

Et le meilleur qu'on puisse leur

souhaiter, c'est qu'elles mettent à genoux leurs exploitateurs et obtiennent justice !

Le retour d'un capitaliste-président

Le 19 janvier aura lieu l'investiture du nouveau président de Madagascar Andry Rajoelina, sorti vainqueur du second tour des élections le 19 décembre dernier devant Marc Ravalomanana, ex-président comme lui.

Le 16 novembre, lors du premier tour de ces présidentielles, pas moins de 36 candidats se sont présentés dont le président sortant Hery Rajonarimampianina. Mais dans la dernière course, ce sont finalement les candidats numéro 13 et numéro 25 qui se sont affrontés.

Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana, ne sont pas d'illustres inconnus. Tous deux ont exercé le pouvoir à la tête du pays. Le premier de 2009 à 2014, installé par l'armée à la suite de violences qui avaient fait une centaine de morts sous la mandature du second, président de 2002 à 2009. Rajoelina et Ravalomanana avaient été interdits par la commu-

nauté internationale de se présenter aux élections en 2013.

Andry Rajoelina, surnommé TGV, l'acronyme de son premier parti (Tanora malaGasy Vonona), qui se planquait en France depuis 2014, n'est pas le président des travailleurs et des pauvres de Madagascar. Durant son premier mandat, la pauvreté s'est accrue de façon considérable. En 2012, 77 % de la population vivait avec moins de deux euros par jour. La corruption et le pillage qui gangrènaient déjà bien le pays ont explosé au profit des capitalistes locaux et des multinationales qui saignent à blanc les travailleurs et les paysans malgaches.

Andry Rajoelina ne fera rien pour enrayer la pauvreté grandissante de la population toujours frappée par les épidémies comme la peste, la rougeole, la dengue qui affectent plusieurs régions de la Grande Île et qui font chaque année des milliers de

victimes. Il ne construira pas les milliers de logements sociaux, d'écoles, d'hôpitaux, les kilomètres de routes qui sont une urgence vitale pour la population.

Andry Rajoelina gouvernera comme précédemment au service des riches comme lui. Les classes laborieuses malgaches ne verront leurs conditions de vie changer favorablement que si elles mènent les luttes nécessaires contre tous ces politiciens et l'appareil d'État véreux et surtout contre les capitalistes malgaches et étrangers qui les exploitent et qui pillent les ressources de Madagascar pour s'enrichir toujours plus.

Didier Robert s'agrippe au wagon de TGV

Didier Robert le président de la Région a adressé ses félicitations à Andry Rajoelina pour son élection à la présidence de Madagascar en même temps qu'il l'a remercié pour l'invitation à son investiture le 19 janvier.

Robert dit mesurer « *pleinement la force et le sens de (son) engagement pour (son) pays, en particulier à la lecture de l'Initiative pour l'Émergence de Madagascar qui constituera la colonne vertébrale* » de la politique de Rajoelina.

Mais la politique de ce dernier a

surtout pour but de ...casser les reins des travailleurs et des paysans malgaches !

Robert se fait le chantre de la « coopération » avec Madagascar qu'il souhaite parfaite.

En bon représentant de commerce, Robert veut s'assurer que les patrons réunionnais pourront continuer à manger leur part du gros gâteau que représente Madagascar avec toutes ses richesses, sa main-d'oeuvre surexploitée et bon marché pour les capitalistes du monde entier.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT- BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

[ouvriere-ile-de-la-](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

[reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282



Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :

<http://www.nathalie-arthaud.info>